



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 19 au 25 Mai 2023

En bref

Selon l'Institut National de la Statistique et de la Géographie, l'inflation a décéléré au cours de la première quinzaine de mai pour atteindre 6 % g.a. Par rapport à la quinzaine précédente, l'indice général des prix à la consommation (IPC) a montré une baisse de 0,32 %, la plus forte baisse pour la même période depuis 2017. Ces deux données sont supérieures aux prévisions des analystes de Citibanamex, qui estimaient une baisse de 0,19 % par quinzaine et un taux annuel de 6,14 %. Malgré le ralentissement de l'inflation annuelle, le niveau des prix reste au-dessus de la fourchette cible de la Banque du Mexique (3 % +/- 1 pp) depuis plus de 26 mois. L'inflation de base, qui élimine les prix les plus volatils tels que l'énergie ou l'alimentation, s'est établie à 7,45 % en rythme annualisé au cours de la première quinzaine de mai, contre 7,59 % à la fin du mois d'avril.

LE CHIFFRE À
RETENIR

6 %

Taux d'inflation au Mexique
au cours de la première
quinzaine de mai

Zoom sur la République Dominicaine

La Banque mondiale a approuvé aujourd'hui un prêt de 100 M USD pour aider la République dominicaine à améliorer l'efficacité des services de protection sociale et à promouvoir l'inclusion économique en mettant l'accent sur les jeunes et les ménages dirigés par des femmes. En outre, le projet INSPIRE (Integrated Social Protection, Inclusion and Resilience) sera mis en œuvre par le programme de protection sociale du pays, SUPERATE, et se concentrera sur trois domaines : (i) les transferts monétaires conditionnels réalisés dans le cadre du programme *Alimentate* visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition ; (ii) l'inclusion économique par la formation, l'apprentissage et l'entrepreneuriat pour les jeunes défavorisés et les femmes ; et (iii) l'assistance technique pour améliorer l'efficacité des services de protection sociale grâce à un meilleur enregistrement, ciblage et paiement des prestations. Selon Alexandria Valerio, représentante de la Banque mondiale pour la République dominicaine, le projet INSPIRE permettra de réduire la pauvreté, augmenter l'emploi et la génération de revenus pour les femmes et les jeunes. Environ 1,4 million de ménages devraient bénéficier du programme INSPIRE.

Mexique

1. ECONOMIE

Selon Gabriel Yorio, Vice-Ministre des finances, les récentes données sur la consommation intérieure confirment que l'économie mexicaine devrait atteindre une croissance de plus de 3 % du PIB en 2023, grâce au renforcement du pouvoir d'achat de la population. Selon le Vice-Ministre, contrairement aux précédentes crises économiques qu'a connu le Mexique, la consommation intérieure a cette fois-ci joué un rôle important dans la reprise postpandémique en raison des nombreuses réformes réalisées entre 2020 et 2022, pour le renforcement du pouvoir d'achat des ménages. Toutefois, l'estimation du Ministère des finances reste ancrée à 3 % du PIB puisqu'aucun écart par rapport au programme économique autorisé par le Congrès, n'a pour le moment été constaté. Selon Gabriel Yorio, les nouvelles tendances en matière de durabilité, d'égalité des sexes, et d'inclusion financière devraient notamment soutenir la croissance du PIB à plus de 3 % pour 2023.

Malgré la révision à la baisse des prévisions d'inflation pour 2023 par Banxico, des risques haussiers continuent de peser sur le niveau des prix. Pour anticiper ces risques, Banxico prévoit de maintenir son taux d'intérêt directeur à 11,25 % pour le reste de l'année. Toutefois, dans un contexte d'incertitude internationale, l'institution n'exclurait pas la possibilité d'une nouvelle augmentation du taux de référence, notamment dans le cas où l'inflation de base resterait élevée. Par ailleurs, le marché s'attend à ce que l'inflation globale atteigne 4,7 % au T4 2023, en baisse par rapport aux 4,8 % estimés en mars. Quant à l'inflation de base, le marché n'a pas révisé sa prévision ce mois-ci, à 5 % pour la même période. Selon la banque espagnole BBVA, un scénario de baisse du taux d'intérêt de référence par Banxico à la fin de l'année pourrait se produire dans le cas où l'inflation globale atteindrait 4,5 %. Enfin, selon le marché, ce n'est qu'au T4 2024 que l'inflation globale devrait atteindre la cible de Banxico (3 %).

Selon l'Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI), le commerce mexicain aurait ralenti en avril, avec une baisse des importations et exportations, de 3,3 % g.a. et de 2,9 % g.a. respectivement. Le moindre dynamisme des exportations non pétrolières est dû à une baisse annuelle de 2,9 % des exportations agricoles, de 0,4 % des exportations manufacturières et de 2,7 % des exportations d'automobiles. En revanche, les industries extractives ont enregistré une augmentation annuelle de 18,1 % en avril. Les exportations pétrolières enregistrent leur troisième baisse consécutive avec -32,8 % g.a. en avril. La baisse des importations est la première depuis février 2021. Les importations pétrolières ont chuté de 27,5 % g.a. tandis que les importations non-pétrolières ont à peine progressé de 0,1 % g.a. L'INEGI a montré qu'au cours de la période janvier-avril, la balance commerciale est déficitaire à hauteur de 6 308 M USD, soit un chiffre inférieur de 3,9 % par rapport à la période janvier-avril 2022.

Un accord pour l'interdiction de l'importation de biens produits par le travail forcé est entré en vigueur au Mexique. Cet accord autorise les autorités mexicaines et étrangères à enquêter sur les produits importés dans le pays. En cas de confirmation des suspicions de travail forcé, le gouvernement mexicain pourrait décider d'interdire l'entrée sur le territoire des produits concernés. Ainsi, cet accord permet au Mexique de se conformer aux exigences du T-MEC qui oblige les pays membres à mettre en place des mécanismes pour interdire l'importation sur leur territoire de marchandises produites en tout ou en partie par le travail forcé.

Malgré l'absence de données concrètes pour évaluer l'ampleur du *nearshoring* au Mexique, Irene Espinosa, sous-gouverneur de Banxico, estime que plusieurs indicateurs confirment la tendance à la hausse de ce phénomène, tels que l'offre d'entrepôts industriels et de travail dans le nord du pays inférieure à la demande. Banxico identifie plusieurs conditions nécessaires à la reconfiguration des chaînes de production et à l'attraction d'investissements plus productifs vers le Mexique, dont notamment: (i) l'amélioration du climat des affaires, (ii) la garantie de la sécurité juridique et (iii) la

disponibilité d'infrastructures assurant la viabilité des activités économiques. Pour évaluer l'ampleur du phénomène, Banxico a mené une enquête auprès de 1500 entreprises (>100 employés) qui a permis d'identifier des entreprises intéressées par une délocalisation, totale ou partielle, au Mexique.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le service de la dette de Petroleos Mexicanos (Pemex) représentait 21,1 % du coût financier total du secteur public au cours du T1 2023. Selon les dernières données disponibles, le solde total de la dette financière brute de Pemex qui représentait 7,3 % du PIB en 2022. Le montant alloué au cours des trois premiers mois de l'année est supérieur au budget approuvé pour le ministère de l'Énergie pour l'ensemble de l'année 2023.

Pour la troisième semaine consécutive, le Ministère des finances ne subventionnerait plus le carburant. Les consommateurs d'essence paieraient ainsi la totalité de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS), tandis que le stimulus fiscal sur l'IEPS du diesel resterait maintenu. Le Service d'administration fiscale (SAT) a publié dans son rapport sur la fiscalité et la gestion que la collecte de l'IEPS sur l'essence s'élevait à 29,84 Mds MXN au cours du T1 2023. Le SAT a précisé que le recouvrement de l'IEPS sur l'essence a connu une augmentation annuelle de 33,6 % en termes réels.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Pour la troisième fois en 2023, les Etats-Unis activent le mécanisme de réponse rapide en matière de travail (RRLM) du T-MEC, accusant l'usine Goodyear de San Luis Potosi (SLP) de priver ses employés de leurs droits à la liberté d'association et à la négociation collective. Cette demande fait suite à une enquête menée par le syndicat mexicain indépendant, Liga Sindical Obrera Mexicana (LSOM), qui dénonce les pratiques de l'usine Goodyear SLP. Celle-ci serait accusée de ne pas respecter les dispositions de la

convention collective sectorielle et de signer des contrats individuels moins avantageux que ce que prévoit la convention collective sectorielle. Le RRLM aura été activé huit fois par les Etats-Unis contre le Mexique depuis la création du T-MEC.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 25/05
Bourse (IPC)	-3,04%	+4,07 %	53 393,4 points
Change MXN/USD	0,68%	-9,7 %	17,85
Change MXN/EUR	0,26%	-9,6 %	19,15
Prix du baril mexicain	0,48%	-38,6 %	64,60

Amérique centrale

Les remesas poursuivent leur progression en avril 2023 :

	Remesas à fin avril 2023	% croissance interannuelle
El Salvador	2,6 Mds USD	4,2%
Guatemala	5,98 Mds USD	9,8%
Honduras	2,8 Mds USD	6,6%

1. GUATEMALA

Les subventions au gaz et à l'électricité devraient cesser respectivement le 15 et le 30 juin. Pour le gaz, les subventions s'élevaient entre 8 à 28 GTQ en fonction de la taille de la bombonne et étaient octroyées depuis novembre 2021. Elles avaient été renouvelées le 15 mars 2023 pour une

période de trois mois. Au total, ces subventions ont coûté 88 M USD au gouvernement selon le Ministère de l'Énergie et des Mines. Pour l'électricité, les subventions concernant les ménages consommant entre 89 et 125 kWh/mois, instaurées en avril 2022, seront supprimées d'ici le 30 juin. La tarification sociale de l'électricité restera en revanche toujours en vigueur, cette mesure concernant les ménages consommant moins de 88 kWh/mois, soit 11,6 M de Guatémaltèques.

Starlink, fournisseur internet de l'entreprise Space X d'Elon Musk, a reçu l'autorisation d'entrer sur le marché des télécoms au Guatemala par la Surintendance des Télécommunications (SIT). Le 19 mai, la SIT a inclus Starlink dans la liste des 130 fournisseurs officiels de services internet pouvant opérer au Guatemala. La particularité de Starlink par rapport aux autres fournisseurs internet utilisant un réseau terrestre, est qu'il permet d'offrir un service internet à haut débit partout au Guatemala, même dans les zones les moins densément peuplées, grâce à son réseau de satellites placés sur une orbite terrestre basse. Les Guatémaltèques pourront souscrire à ce service à partir du 3^{ème} trimestre de l'année 2023, service dont le coût n'est pas encore connu. Dans la région, Starlink est déjà présent au Salvador (49 USD/mois pour 200 Mb/s) et devrait être disponible à partir de 2024 au Belize et au Honduras.

Nouvel essai de Ocean Clean Up pour la récupération des déchets du Rio Motagua, un des fleuves les plus pollués du monde. Le fleuve Motagua, long de près de 500 km, déverse chaque année sur la côte caraïbéenne, à 5 km de la frontière avec le Honduras, plus de 20 000 tonnes de plastiques dans la mer. Il serait ainsi responsable d'entre 1 % et 3 % de la pollution plastique marine mondiale. Les déchets proviennent de la plus grande décharge de la capitale (sa taille équivalant à 8 terrains de football), localisée à proximité du fleuve Las Vacas, affluent du Rio Motagua. Une première tentative d'installation d'un filet par Ocean Clean Up en 2022 avait abouti sur un échec dès

les premiers jours de la saison des pluies, la largeur du fleuve passant d'un mètre en saison sèche à 6 mètres. Après un an d'études, Ocean Clean Up a installé un nouveau système plus résistant. L'organisation réalise ce projet dans le cadre d'un accord de coopération de 5 ans signé avec la Municipalité de Guatemala, ouvrant la voie à la réalisation d'autres projets conjoints liés à la gestion des déchets : tri et recyclage, mais aussi sensibilisation pour enrayer à la source la production de déchets.

2. EL SAVADOR

Fitch Ratings alerte sur le niveau « préoccupant » des réserves internationales nettes, atteignant 2,7 Mds USD à fin avril, soit l'équivalent de 1,8 mois d'importations. Par ailleurs, l'agence de notation souligne le risque sur la stabilité financière que représenterait l'utilisation de ces réserves pour payer le service de la dette extérieure souveraine, car près de 85 % de ces réserves correspondent aux réserves obligatoires du système bancaire. Les réserves internationales nettes n'ont par ailleurs jamais retrouvé leur niveau pré-pandémique, alors qu'elles s'élevaient à 3,9 Mds USD en 2019 (4,1 mois d'importations) : en 2020, elles ont chuté à 2,9 Mds USD (3,5 mois d'importation) et sont depuis restées sous le seuil des 3 mois d'importations. Le déficit commercial élevé de ce premier trimestre 2023, combiné à des difficultés à obtenir des financements extérieurs, n'a pas permis aux autorités de les reconstituer.

Signature d'un prêt de 410 M USD en co-financement entre le gouvernement salvadorien, la BCIE et la Corée du Sud pour l'élargissement de l'autoroute Los Chorros. Sur ce montant, la Corée du Sud apporterait 210 M USD via le fonds Economic Development Cooperation Fund (EDCF) et la BCIE les 200 M USD restants. Le prêt d'une maturité de 40 ans, avec une période de grâce de 10 ans, affiche un taux d'intérêt de 0,15 %. En mars dernier, les entreprises coréennes Dohwa Engineering Co. et Dongbu Corp avaient été choisies suite à un appel d'offre lancé en 2022 pour réaliser respectivement, les études techniques et la construction. Ces travaux

concernent l'agrandissement de l'autoroute Los Chorros reliant San Salvador à San Juan Opico (département de La Libertad) et la construction d'un viaduc de 32 mètres de hauteur sur 8 voies.

Selon une étude de la Banque centrale (BCR), pour chaque dollar exporté en 2021, 0,22 USD correspondent à des biens à haute intensité technologique, contre 0,15 USD en 2015. L'étude montre que leur essor le plus important a eu lieu en 2020 en raison de la pandémie, où elles ont beaucoup mieux résisté que les exportations de produits traditionnels, enregistrant alors une contraction de 2,2 % contre 16,2 %. Par ailleurs, la BCR souligne que les entreprises étrangères sont majoritairement à l'origine de ce type d'exportations (53 %), alors qu'elles ne représentent que 10 % des exportations totales du pays. Le principal produit de ce type exporté depuis El Salvador est le condensateur électrique fixe, produit par l'entreprise japonaise Kyocera AVX.

3. HONDURAS

Au Honduras, le travail infantile concerne 20 % des 5-17 ans selon l'ONG Vision Mundial, soit 500 000 enfants sur les 2,5 M de cette classe d'âge. Bien que le Honduras ait ratifié la convention 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, le gouvernement a admis que le travail infantile concernerait 411 000 enfants dans le pays, chiffre néanmoins sous-estimé selon l'ONG, car ne prenant pas en compte le travail informel et domestique. Le rapport souligne l'obstacle majeur que représente le travail infantile à l'accès à l'éducation au Honduras, pays où près de 1,5 M d'enfants sont déscolarisés.

En l'absence de politiques adaptées, la Banque Mondiale estime que les conséquences du changement climatique au Honduras représenteraient des pertes annuelles cumulées d'environ 5,4% du PIB d'ici à 2050. Le rapport précise que malgré la faible participation du Honduras aux émissions de gaz à effet de serre mondiales (0,06 % des émissions totales), c'est le 2^{ème} pays du monde ayant été le plus exposé aux

événements climatiques extrêmes au cours de la période 1998-2017. Sur cette période, les pertes annuelles ont représenté en moyenne 1,8 % du PIB. Selon l'institution, en l'absence de tout changement climatique ou politique, l'impact combiné de la destruction du capital productif par les inondations, les cyclones et les tremblements de terre devrait entraîner une perte cumulée d'environ 5,4 % du PIB annuel d'ici à 2050, une hausse de la dette publique de 6,2 pp du PIB par rapport à un scénario sans aléas naturels et une augmentation du nombre absolu de pauvres, passant de 3,9 M en 2019 à 5,3 M en 2050. Le principal défi pour le Honduras sera donc de renforcer sa résilience face à l'intensification des catastrophes naturelles (investissements orientés vers la résilience du secteur agricole, de la gestion de l'eau, etc).

Au T1 2023, le nombre de touristes a augmenté de 42,4 % g.a. pour atteindre 685 700. Ils étaient majoritairement Américains, Salvadoriens et Guatémaltèques, et composés à 66 % de croisiéristes.

4. PANAMA

Selon un rapport de l'Administration fiscale panaméenne, entre janvier et avril 2023, les recettes courantes de l'Etat ont totalisé 1,9 Mds USD, soit 16 % de moins que le budget programmé par l'Etat. Cette différence pourrait mettre en péril les objectifs inscrits dans la loi sur la responsabilité sociale des finances publiques qui fixe le plafond du déficit public à 3 % du PIB en 2023. Selon un rapport de l'OCDE, le Panama est le pays d'Amérique Latine et des Caraïbes qui perçoit le moins de recettes fiscales en pourcentage du PIB (12,7 % en 2021 contre 21,7 % en moyenne pour la région).

Selon la directrice générale du programme « Sièges de Sociétés Multinationales (SEM) » au sein du ministère du commerce et de l'industrie, les entreprises implantées au Panama auraient généré 1,2 Md USD d'investissements directs cumulés depuis le début du programme en août 2007. Le programme compte 189 entreprises les plus actives étant étatsuniennes, chinoises,

suisses, néerlandaises, allemandes, sud-coréennes, danoises, japonaises, panaméennes, françaises et espagnoles. Le nombre d'entreprises SEM a augmenté de 21% sous le mandat du Président de la République Laurentino Cortizo depuis 2019.

L'entreprise canadienne First Quantum Minerals, responsable de l'exploitation de la mine de cuivre Cobre Panama, émettrait 300 M USD d'obligations afin de rembourser ses dettes. L'agence de notation Fitch Ratings a accordé la qualification B+ (perspective négative) à ces obligations non-garanties. L'entreprise doit également rembourser une ligne de crédit renouvelable de 750 M USD.

5. NICARAGUA

Plusieurs accords de coopération signés à l'occasion d'une visite du ministre des affaires étrangères, Denis Moncada en Biélorussie. A l'occasion de cette visite, un accord de coopération dans le domaine de l'éducation et un autre sur l'octroi de crédits à l'exportation ont été signés entre les deux pays. De futures coopérations industrielles dans le domaine agricole et des transports ont en outre été mentionnées, ainsi que la mise en place d'une exemption de visa. Il s'agit de la deuxième visite du ministre nicaraguayen dans la région en un peu plus d'un mois, après sa visite en Russie à la fin du mois de mars.

6. COSTA RICA

Selon une étude de l'OCDE, le taux de chômage des jeunes (15 - 24 ans) atteindrait 27,9% à la fin du T1 2023, le second taux le plus élevé des pays membres. Le taux de chômage pour les actifs entre 25 et 74 ans serait de 7,9%. Selon l'Institut national des statistiques et du recensement (INEC), le niveau de chômage atteindrait 10,6% au T1 2023 (soit 249 000 personnes), en baisse de 81 000 personnes par rapport au T1 2022.

Selon l'enquête financière pour 2022 publiée par l'INEC, 49,6% des ménages costariciens seraient endettés, soit 864 000 ménages. Près de 11,4% des ménages (environ 200 000 ménages) auraient une hypothèque et 22,5% des ménages auraient des soldes impayés de carte de crédit ou des prêts personnels. L'enquête révèle que 159 000 ménages ont un prêt immobilier, dont le montant moyen est de 43 700 EUR, représentant un total de 6,9 Mds EUR.

En outre, 90% des ménages interrogés possèderaient au moins un actif, 68% seraient propriétaires d'un logement principal, 48,9% d'un véhicule personnel, 67,8% d'un compte bancaire, 18,1% d'un autre bien immobilier (commercial ou résidentiel) et 6,7% d'autres actifs financiers.

Selon les douanes costariciennes, le déficit commercial atteindrait 1,7 Md USD sur la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2023, soit 2% du PIB. Cette estimation représente une baisse de 0,5 point par rapport à la même période en 2022. Le total des exportations (5,8 Mds USD) et le total des importations (7,5 Mds USD) sur les quatre premiers mois de 2023 ont respectivement augmenté de 14,7% g.a. et 11,7% g.a.

Le gouvernement a présenté un projet de réforme fiscale, notamment de l'impôt sur le revenu. Le projet établirait une nouvelle base de calcul où tous les revenus des contribuables seraient agrégés (salaire, retraite et pension, ainsi que les revenus du capital et les plus-values). L'impôt serait annualisé plutôt que d'être prélevé sur une base mensuelle. La réforme maintient l'exemption d'impôts sur le revenu pour les contribuables aux revenus inférieurs à 18 717 USD/an (10,1 M CRC) et conserve les déductions prévues pour les dépendances (conjoint et enfants). Au-dessus de cette base, les revenus seraient imposés progressivement (5 paliers : 10, 15, 20, 25 et 30%). Le palier maximum serait fixé à 30% d'imposition pour les revenus annuels dépassant 70 120 USD (37,9 M CRC).

Caraïbes

1. CUBA

Les différences salariales se creuseraient entre les provinces cubaines, reflétant les inégalités territoriales sur l'île. D'après les chiffres publiés par le Bureau national de la statistique et de l'information (ONEI), après une réduction de l'écart du salaire moyen provincial entre 2018 et 2021, celui-ci se serait brusquement creusé en 2022. La Havane a enregistré le salaire provincial le plus élevé (111,1% du salaire moyen national), alors que Santiago de Cuba se situait en queue de peloton, avec un salaire provincial inférieur de 18,5 % à celui de La Havane. La polarisation du salaire moyen à Cuba en 2022 refléterait les inégalités particulièrement marquées entre les régions occidentale et orientale de l'île, les deux seules provinces dépassant la moyenne nationale se situant dans l'ouest du pays et avec quatre provinces orientales se plaçant en bas du classement. En 2022, 41,3 % de la population cubaine vivait dans 8 provinces où les salaires étaient inférieurs à 95 % du salaire moyen national, 35 % dans 6 provinces se situant entre 95 et 99 % de la moyenne nationale, et 23,7 % dans les 2 provinces (La Havane et Artemisa) qui dépassaient la moyenne nationale.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le gouverneur de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), Héctor Valdez Albizu, a annoncé que «selon les dernières estimations de la BCRD, l'inflation entrerait dans la fourchette cible de 4 % ± 1 pp à la fin du mois de mai». En outre, la récente mission du Fonds Monétaire International (FMI) dans le pays a souligné que le resserrement des conditions financières, l'affaiblissement de la demande et le ralentissement de la croissance mondiale auraient contribué au retour progressif de l'inflation dans la fourchette cible. La flexibilité du taux de change et l'accumulation de réserves, qui ont atteint des niveaux historiques, continueraient de servir d'amortisseurs. À court

terme, les priorités politiques devraient rester axées sur la stabilité macroéconomique et financière et sur le maintien de la trajectoire descendante de la dette publique.

3. JAMAÏQUE

Le 18 mai 2023, le Comité de Politique monétaire de la Banque Centrale (BOJ) a décidé de maintenir son taux d'intérêt directeur à 7 % afin de consolider un niveau de liquidité élevé en dollars jamaïcains et favoriser la stabilité sur le marché de change. Le maintien d'un haut niveau de taux d'intérêt a commencé à se ressentir en mars 2023 avec une diminution de 6,5 % g.a. du nombre de prêts accordés au secteur privé. Les conditions d'accès aux prêts devraient se durcir sur le T2 et T3 2023 contribuant à rendre davantage effective l'action de la Banque Centrale.

Selon la Banque Centrale, l'inflation générale serait de + 5,8 % g.a. en avril 2023, légèrement inférieure aux prévisions de la BOJ. Ce niveau permettrait un retour dans la fourchette de 4 % à 6 % d'inflation établit par le Comité de Politique monétaire en octobre 2021. L'inflation de base (sans les produits alimentaires et les carburants de l'index des prix à la consommation) serait de 5,7 % en avril 2023, 2,7 points sous son niveau en avril 2022. Cette baisse est favorisée par la diminution des prix sur les céréales, les carburants et le transport. L'inflation devrait dépasser la fourchette entre le T2 et le T3 2023 face à la hausse des coûts des télécommunications, du salaire national minimum et des produits agroalimentaires (évolution saisonnière).

Selon la BOJ, la croissance du PIB devrait être comprise entre 4 % et 5,5 % pour l'année fiscale 2022/23 et ralentirait à un niveau compris entre 1 % et 3 % pour l'année fiscale 2023/24.

4. Trinité et Tobago

Les investissements directs étrangers devraient générer plus de 2 150 emplois en 2023, selon le ministère du Commerce. Cette prévision

s'appuie sur la croissance du secteur du « Business Process Outsourcing » (BPO) notamment avec les récentes implantations de IQor et Teleperformance, sociétés américaine et française, spécialisées dans l'externalisation des fonctions supports des entreprises.

5. Bahamas

Selon l'Institut National des Statistiques, l'indice des prix de biens de consommation aurait augmenté de 4 % g.a. en mars 2023. Sur cette période, les prix des biens du divertissement et de la culture auraient augmenté de 17 %, les boissons alcoolisées de 11 % et les produits d'alimentation de 8 %. L'inflation globale en glissement annuel aurait connu une rapide hausse entre février et mars 2023, principalement liée à l'augmentation des prix des équipements de maison de 6,5 % sur la période.

6. Grenade

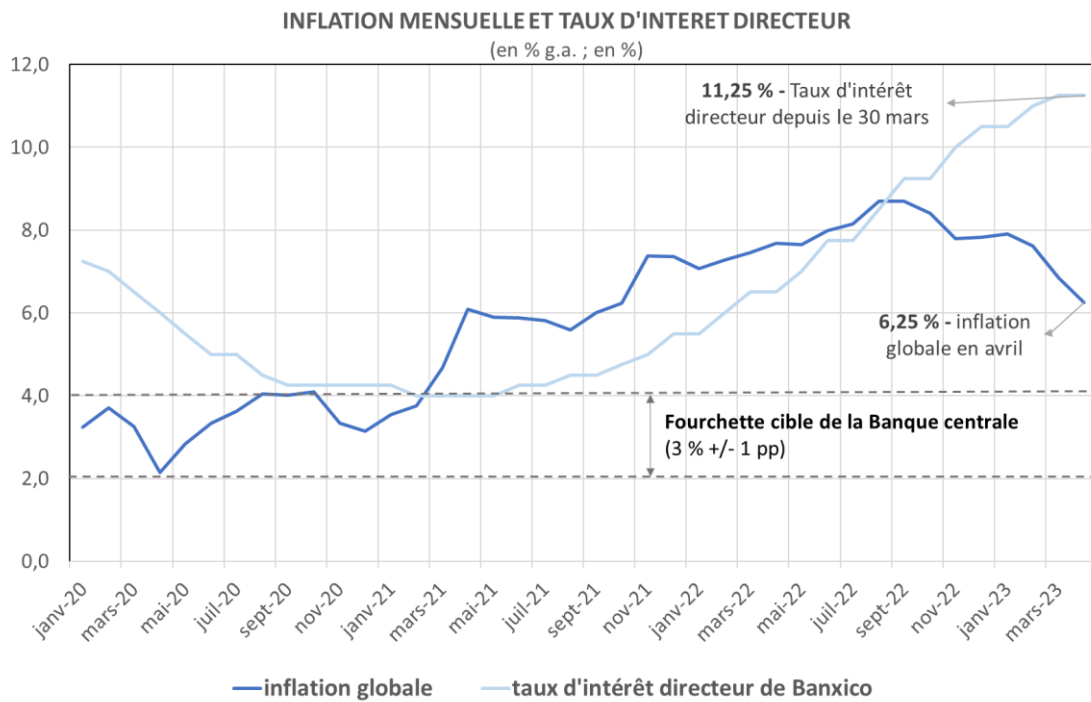
Le fonds britannique de partenariat pour les infrastructures des Caraïbes (UKCIF) financerait à hauteur de 20,2 M USD l'expansion du système d'approvisionnement en eau du sud de Saint Georges, la capitale de l'archipel. L'UKCIF a annoncé ne pas pouvoir financer la rénovation du corridor routier à l'ouest de la capitale, en raison des incertitudes économiques du Royaume-Uni.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	7,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

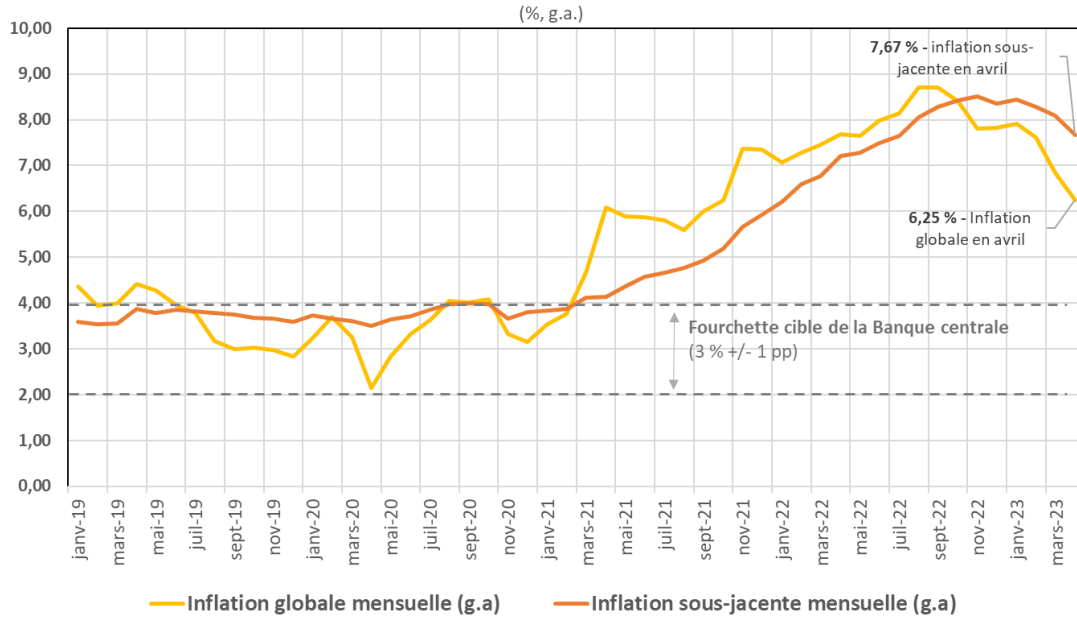
Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

– Annexe Graphique – Mexique –



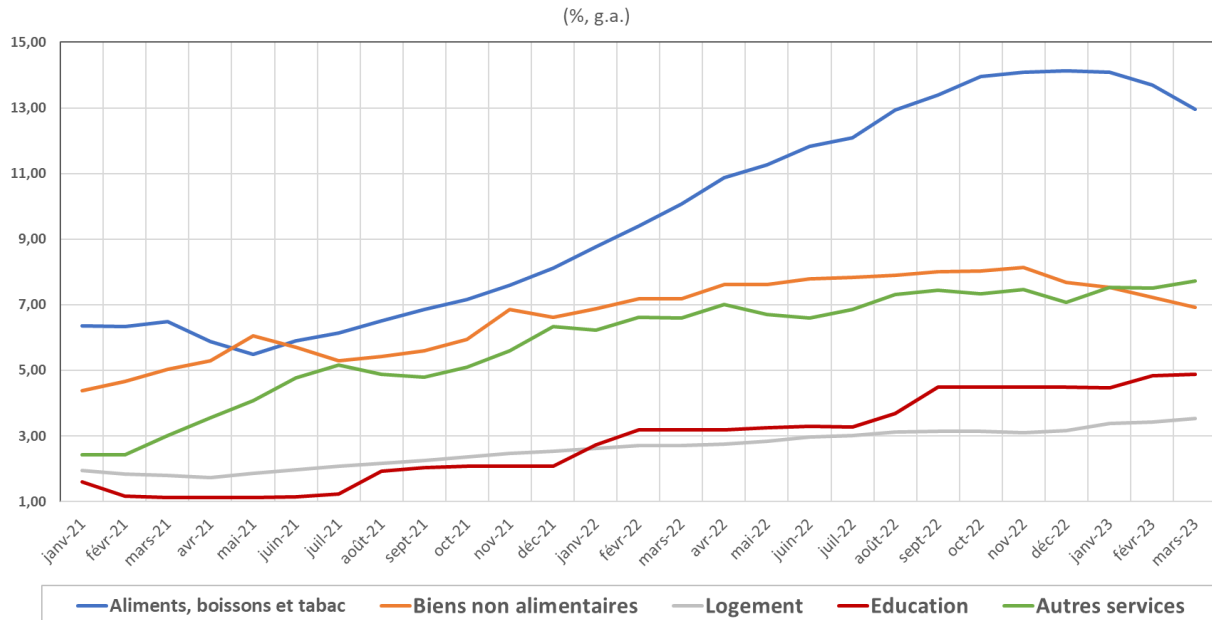
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

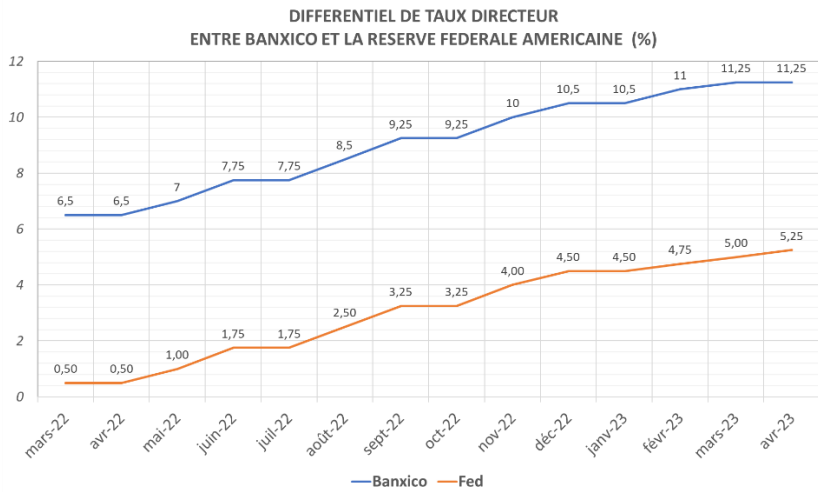


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION

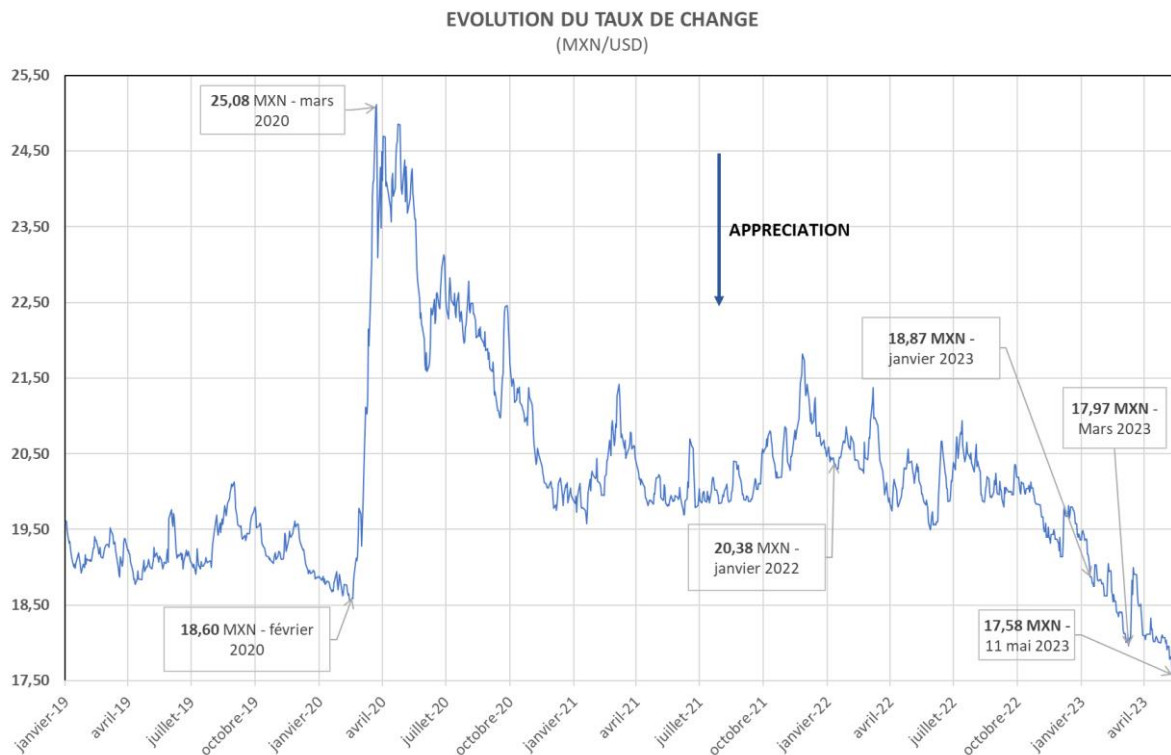


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



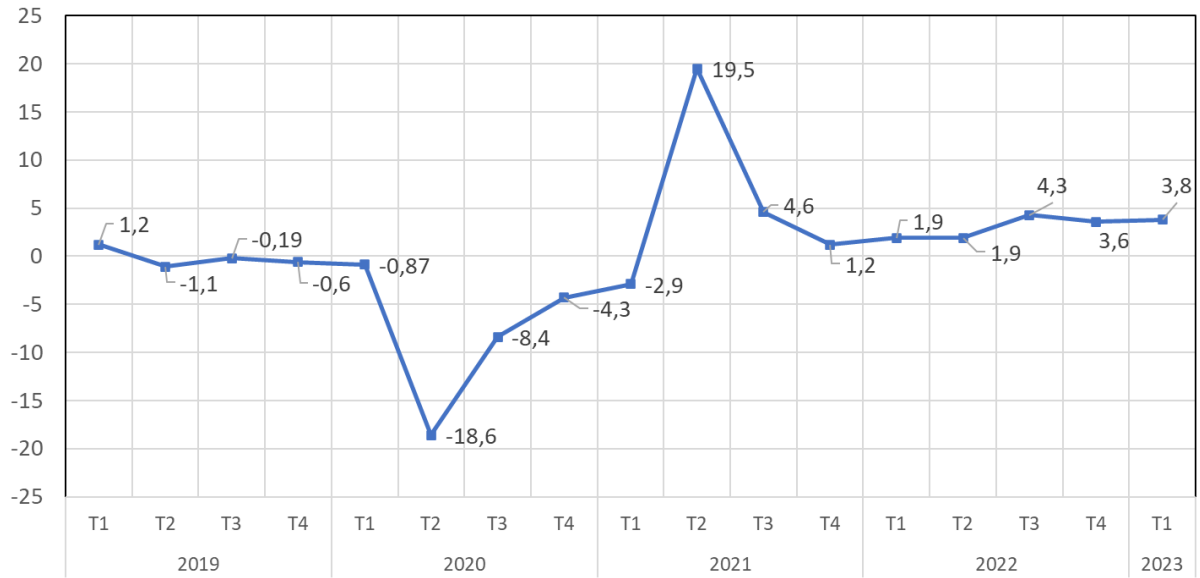
date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,5	0,50	600
avr-22	6,5	0,50	600
mai-22	7	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,5	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10	4,00	600
déc-22	10,5	4,50	600
janv-23	10,5	4,50	600
févr-23	11	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,25	600

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine



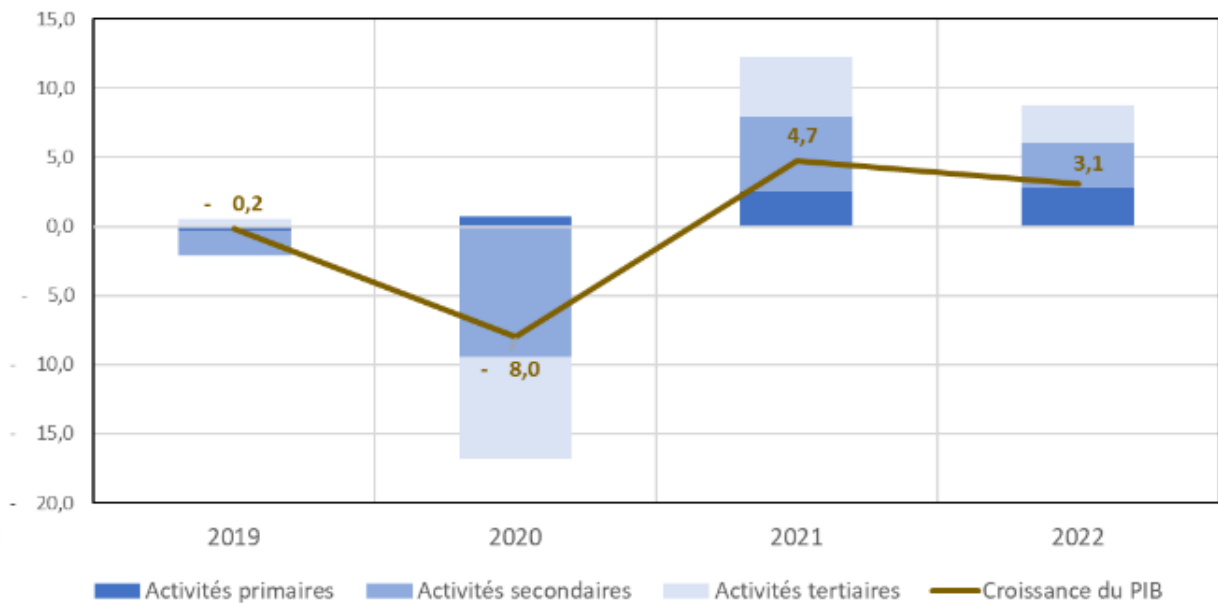
Source : Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB
(%, glissement annuel)



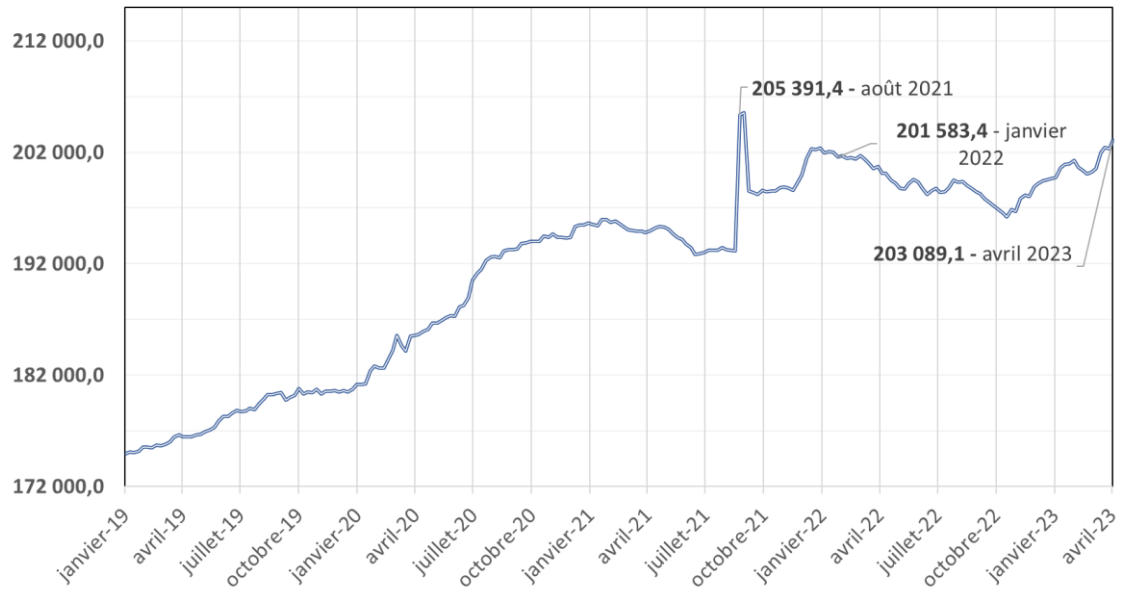
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
(%, g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique